

ACDI

monde. Selon le ministre, il y a un flot continu de renseignements, mais les idiots de ce côté-ci de la Chambre ne sont pas assez intelligents pour puiser à cette fontaine de sagesse. Nous l'avons entendu parler de tout cela et nous reprocher de ne pas être assez curieux. J'ai cependant constaté que le point le plus faible de son argument était celui auquel mon collègue a fait allusion quand il a mentionné la correspondance entre lui et le ministre des Finances (M. Turner). S'il ne peut trouver cette correspondance, quelqu'un de son cabinet devrait consulter les dossiers afférents à la période allant du 15 octobre au 13 décembre 1974. S'il tient tellement à diffuser la sagesse, à faire connaître l'évangile de la perfection absolue au sein de son ministère, il devrait permettre que ces lettres soient mises au jour.

● (1750)

En outre, le ministre et ses collègues ont eu l'occasion de montrer qu'ils se souciaient de renseigner le public et le Parlement quand le rapport Price Waterhouse était à l'étude au comité. A ce moment-là, ont-ils manifesté le moindre désir de renseigner les députés? Non, monsieur l'Orateur, ils nous ont caché les renseignements, puis ils ont versé d'autres fonds à l'Agence. A quoi ces fonds ont-ils servi? Je suppose qu'il nous faut attendre qu'un groupe consultatif rédige un rapport acceptable dont on pourra peut-être permettre la publication et ce rapport aura peut-être lui aussi une couverture glacée avec une photo d'une belle pêcheuse.

J'affirme en outre que mes collègues ont tenté à maintes reprises d'obtenir un ordre bien précis relatif au renvoi au comité permanent du rapport de l'ACDI. Le ministre et ses associés ont dit non à cela également. Je ne vois pas pourquoi le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale ne pourrait pas entreprendre une étude approfondie des opérations de l'ACDI, non un examen expéditif auquel on coupe court au moment de la présentation des prévisions budgétaires. La chose serait facile; le ministre n'aurait qu'à présenter un ordre de renvoi à cette fin.

Il y a quelques années, à l'époque où l'ancien sénateur, l'honorable Paul Martin, était ministre, nous avions envoyé au comité le rapport annuel du ministre et grâce à ce mandat, le comité avait pu faire une étude en profondeur de ces importantes questions. C'est de cette façon que le ministre peut nous procurer les renseignements voulus.

J'apprécie le genre oratoire du ministre, mais aucune péroraison, si habile soit-elle, ne saurait dissiper le brouillard d'incertitude qui enveloppe l'ACDI ni apaiser l'inquiétude des Canadiens, qui craignent que les choses ne se passent pas comme elles le devraient. Le ministre nous a-t-il donné la raison de ce phénoménal roulement de personnel? Nous a-t-il dit pourquoi ce si important organisme gouvernemental est devenu un véritable kaléidoscope du point de vue du personnel? Des gens quittent constamment l'Agence. La chose est grave, monsieur l'Orateur, car comme tous les députés l'ont démontré aujourd'hui, les Canadiens et les députés sont fiers du rôle de notre pays dans le domaine international et désireux de conserver notre bonne réputation de ce côté. Mais nous voulons être sûrs que chacun des millions dépensés, sera dépensé sagement, efficacement et judicieusement.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Comme l'a dit l'un de ceux qui ont quitté l'ACDI, «mieux vaut dépenser 500 millions de dollars sagement qu'un milliard de dollars à tort et à travers.»

[M. Macquarrie.]

On a commis des erreurs qui risquent d'être plus graves que l'implantation, dans un pays où la religion interdit la consommation de jambon, d'une machine électrique à couper le jambon, parfaite à tous points de vue, ou que la construction de routes qui ne menaient nulle part. Notre gouvernement n'a plus rien à apprendre sur les routes qui ne mènent nulle part. J'habite dans une province où nous avons deux voies d'accès vers la mer. La route de l'Île-du-Prince-Édouard a été abandonnée après qu'on y ait englouti 20 millions de dollars, abandonnée par le premier ministre (M. Trudeau) alors même que les membres du comité permanent s'étaient rendus dans les Maritimes pour y faire une étude de faisabilité. Il n'y a donc pas que dans les pays en voie de développement que l'on abandonne la construction de routes qui n'atteignent jamais leur destination.

Notre intention, et celle de mon distingué collègue, est d'inviter le nouveau ministre, qui est un excellent parlementaire, à donner à tous les Canadiens de plus grands motifs d'être fiers de ce que fait leur gouvernement dans les régions troublées du monde. C'est ce que nous voulons faire.

Je ne suis pas de ceux qui sont hostiles à l'aide aux pays en voie de développement, et je viens d'une région de notre pays qui a été longtemps négligée. En fait, dans les Maritimes, nous sommes lésés depuis si longtemps qu'il paraît que nous nous y habituons. Il y a au Canada d'autres régions qui, dès qu'on leur fait du mal, se mettent à parler de séparation ou d'aliénation. Mais nous, tout ce que nous avons à dire c'est «oh, bof» parce qu'il en a toujours été ainsi. Mais je n'hésite pas et je n'ai jamais hésité à me prononcer énergiquement en faveur de l'aide à l'étranger dans une région du Canada qui a été négligée sur le plan économique.

Je ne me laisse pas influencer par ceux qui disent que charité bien ordonnée commence par soi-même, ou qu'il ne sert à rien d'aider ces étrangers, car au cours de ma courte vie j'ai remarqué que ces gens-là n'étaient généralement guère charitables pour eux non plus, et ce n'est pas le genre de personnes dont je m'inspire.

Ce n'est pas, comme l'a mentionné le ministre, que nous nous opposons à envoyer des plants de riz au Bangladesh, ce pays qui a connu tant de déchirements et de bouleversements. Nous n'avons jamais rien dit de tel. Nous voulons voir lever les rideaux du secret. Nous voulons voir entrer la lumière du jour dans ce service très important. Nous voulons qu'on nous assure, qu'on nous convainque, que tout va aussi bien qu'on est raisonnablement en mesure de le souhaiter. Nous ne nous attendons pas à la perfection. En fait, le gouvernement actuel s'entoure de beaucoup trop de secret.

J'ai demandé depuis déjà le 8 avril l'an dernier quel matériel militaire nous envoyions dans diverses parties du monde. Nous en vendons tellement, semble-t-il, dans le monde entier qu'il faut près d'un an pour compiler les chiffres. Mettons un terme à la dissimulation et au secret. Pratiquons la franchise pour que notre programme d'aide extérieure, comme nous avions l'habitude de l'appeler, puisse être l'un des meilleurs au monde et que nous puissions tous en être fiers.

M. l'Orateur: Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)